

**DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE**  
**VILLE DE RIS-ORANGIS**

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2025/029**  
**du jeudi 6 février 2025**

**Portant modification temporaire de la réglementation en matière de  
circulation et de stationnement pour des travaux de  
renouvellement de branchement et de canalisation d'eau potable,  
Chemin du Halage à RIS-ORANGIS, par la Société SN-MGCE  
pour le compte de la Régie de l'Eau Grand Paris Sud Seine  
Essonne Sénart**

Le Maire de Ris-Orangis, Conseiller départemental de l'Essonne,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

**VU** le Code de la Route notamment les articles L 325-1 à L 325-13 ; R 411-1 à R 411-33 ; R 412-1 à R 412-43 ; R 417-1 à R 417-13,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** le Code Pénal, notamment son article R.610.5,

**VU** le Décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière,

**VU** le Décret n° 86-476 du 14 mars 1986 portant modification de l'article R26 du Code Pénal,

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie sur la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel en date du 6 mai 1992,

**VU** l'arrêté n° 2017/432 du mercredi 20 septembre 2017, portant réglementation de la circulation des véhicules et instituant une limitation à 30km/h des véhicules à moteur sur le territoire de la commune de Ris-Orangis,

**VU** l'arrêté n°2022/059 du 14 février 2022 portant réglementation des bruits et prévention des atteintes à la tranquillité,

**VU** la décision n° 2018/367 du 20 novembre 2018 fixant les montants des droits de voirie et d'occupation du domaine public,

**VU** le règlement communal de voirie,

**Hôtel de ville**

Place du Général-de-Gaulle  
91130 Ris-Orangis  
T. 01 69 02 52 52  
F. 01 69 02 52 53  
Contact@ville-ris-orangis.fr

**CONSIDERANT** la demande présentée par la Société SN-MGCE, domiciliée 2 Voie du Marquis de Nattes - 91070 BONDOUFLE, pour le compte de la Régie de l'Eau Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart, domiciliée 500 Place des Champs Elysées 91080 COURCOURONNES, relatif à des travaux de renouvellement de branchement et de canalisation d'eau potable, Chemin du Halage à RIS-ORANGIS,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions pour assurer la pérennité du domaine public, la sécurité des piétons et des automobilistes pendant toute la durée des travaux,

**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules,

**SUR** proposition des Services Techniques Municipaux,

---

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1 : Autorisation.**

La Société la Société SN-MGCE, domiciliée 2 Voie du Marquis de Nattes - 91070 BONDOUFLE, pour le compte de la Régie de l'Eau Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart, domiciliée 500 Place des Champs Elysées 91080 COURCOURONNES, est autorisée à réaliser des travaux de renouvellement de branchement et de canalisation d'eau potable, Chemin du Halage à RIS-ORANGIS.

### **Les travaux entraîneront :**

- Une restriction sur section courante.
- Une fermeture à la circulation sauf aux riverains et aux véhicules d'urgence.
- Une emprise entre le Chemin de la Sous-Station et Rue de l'Ecorne Bœuf.
- Une suppression de voie.
- Une déviation piétons mise en place sur chemin existant.
- Une interdiction de circuler, de stationner et de dépasser pour les véhicules légers et les poids lourds.

### **ARTICLE 2 : Stationnement**

Au niveau des travaux, le stationnement des véhicules sera interdit et considéré comme gênant devant la zone de travaux la veille au soir et durant l'ensemble de la durée des travaux. Les services de Police seront chargés de l'enlèvement des véhicules en infraction, conformément aux articles L 325-1 à L 325-12 du Code de la Route.

### **ARTICLE 3 : Signalisation et sécurisation du chantier.**

L'entreprise chargée des travaux devra mettre en place de part et d'autre du chantier une signalisation réglementaire annonçant les travaux en cours.

### **ARTICLE 4 : Propreté des abords du chantier.**

Les abords du chantier devront être nettoyés aussi souvent que nécessaire par l'entreprise chargée des travaux en fin d'intervention, ainsi que sur simple demande des services techniques municipaux.

**ARTICLE 5 : Remise en état du chantier.**

A l'achèvement des travaux d'installation, l'entreprise est tenue d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, graviers et immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés sur le Domaine Public ou ses dépendances, de rétablir dans leur premier état initial les fossés, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation du chantier.

En cas de fouille, l'entreprise devra procéder aux reprises d'enrobés sur la largeur de la fouille et sur la largeur totale sur trottoir ou de la chaussée avec un épaulement de 20 cm.

**ARTICLE 6 : Affichage.**

Le présent arrêté doit être affiché par le demandeur 48 heures minimum avant le début de chaque intervention.

**ARTICLE 7 : Durée.**

Le présent arrêté est applicable du lundi 24 février 2025 jusqu'au dimanche 29 juin 2025.

**ARTICLE 8 : Ampliation**

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commissaire de la Police d'Evry-Courcouronnes.
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale.
- Madame la Directrice des services Techniques et de l'Urbanisme.

Et toute autorité administrative et agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ris-Orangis, le 6 février 2025.

Stéphane Raffalli  
Maire de Ris-Orangis  
Conseiller départemental de l'Essonne



Le Maire certifie sous sa responsabilité

Le caractère exécutoire de cet acte :

Transmis en Préfecture le :

Publié le : **20 FEV. 2025**

Notifié le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

